DES PERSONNELS DU LYCEE SERONT EN GREVE LE 18 OCTOBRE CONTRE LA REFORME

QUE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE VEUT IMPOSER AUX LP DES SEPTEMBRE 2023

LES RAISONS DE NOTRE COLERE

Cette nouvelle réforme c'est :

L'AUGMENTATION DES STAGES DE 50%

Un danger pour l'avenir scolaire et professionnel de vos enfants, Augmenter les stages de 50% c'est diminuer d'autant le temps de cours des élèves, en enseignement général comme en enseignement professionnel. Cela compromet sérieusement la qualité de leur formation et de leur diplôme et ne leur garantit plus un salaire relatif aux conventions collectives. C'est également un obstacle à la poursuite d'études supérieures (BTS, Licence pro...).

En entreprise, les élèves travaillent souvent sur un seul aspect du métier : tâches répétitives, opérations de base, nettoyage et rangement des espaces, ménage. Ils pallient parfois le manque d'effectifs pour des tâches subalternes. Souvent ils sont trop jeunes pour avoir l'autorisation d'utiliser les machines en entreprise.

En lycée professionnel avec leurs professeurs, ils apprennent tous les aspects du métier afin de pouvoir s'adapter plus tard à tous les postes et avoir la possibilité d'évoluer voire changer de métier.

Le président annonce que les stages seraient rémunérés par l'État à raison de 200 euros, sans préciser si c'est par mois sur l'année de terminale ou seulement sur la période de stage. C'est l'Etat qui paierait (et donc vos impôts) et non les entreprises qui vont bénéficier ainsi d'une main d'œuvre gratuite.

50% des élèves de Bac professionnel poursuivent leurs études dans le supérieur dont 34% dans les formations en BTS. Seul 40% d'entre eux obtiennent leur diplôme. Il faut donc « plus d'école » et non « moins d'école », le projet proposé par Emmanuel Macron est contraire à l'ambition de réussite de vos enfants. Rapprocher l'école de l'entreprise, ce ne doit pas être remplacer l'école par l'entreprise.

• L'adaptation des formations de notre LP au besoin des entreprises locales,

Les filières tertiaires ont vocation à fermer pour être remplacées par des filières en lien avec les secteurs d'activité qui ne trouvent plus de personnels souvent à cause des conditions de travail et de salaires déplorables (le soin et service à la personne, le bâtiment, le nettoyage, l'hôtellerie restauration...) : les élèves ne pourront donc plus réellement choisir leur orientation. Il leur sera impossible de se former à un métier qui n'existerait pas localement ou qui ne serait pas un métier en tension. Leur mobilité future s'en trouvera alors limitée.

Adaptation des horaires de matières générales décidées localement

Aujourd'hui tous les élèves de LP dans une même filière bénéficient des mêmes horaires en Français, Math, langue vivante, éco-droit, PSE, Arts appliqués, EPS... Demain si cette réforme passe, les horaires seront décidés par établissement en concertation avec les entreprises locales. Il est fort à parier que des disciplines considérées comme non fondamentales comme l'EPS ou l'éco droit soient supprimées ! En réalité, les élèves n'auraient plus accès à une formation nationale et ne seraient plus à égalité devant leurs épreuves à l'examen ! Les élèves de Bac Pro, vos enfants, prétendent à ouvrir leur horizon et à envisager une formation qui ne dépende pas de l'activité économique de leur lieu de résidence. Nos enfants sont censés choisir leur orientation, motivés par un projet personnel plus large que celui de remplir les postes délaissés près de chez eux (qui sont souvent les moins bien payés et les plus dévalorisés).

C'est un pilier de l'école de la république qui est frontalement remis en cause par le président Macron.

Cette réforme des lycées professionnels est un recul sans précédent de l'ambition scolaire pour nos enfants. Pour toutes ces raisons, les enseignants appellent à une journée de grève et <u>de rassemblement le mardi 18 octobre, à 10h30 devant le Rectorat de Limoges</u>, point de départ de la mobilisation pour obtenir le retrait de ce projet destructeur pour l'avenir des jeunes.